

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/C/W/17**

16 juillet 1996

(96-2916)

---

**Conseil du commerce des services**

Original: anglais

## COMMUNICATION DE L'AUSTRALIE

### Proposition pour la Réunion ministérielle de Singapour

La communication ci-après est distribuée aux membres du Conseil du commerce des services à la demande de la délégation australienne.

\_\_\_\_\_

SERVICES: PROGRAMME DES TRAVAUX PREPARATOIRES  
DU PROGRAMME DE TRAVAIL IMPLICITE

Proposition de l'Australie pour la Réunion ministérielle de Singapour

Introduction

1. La prochaine série de négociations sur les services, qui devrait commencer au plus tard le 1er janvier 2000, sera probablement complexe compte tenu de l'évolution rapide du secteur mondial des services. L'Australie pense qu'il serait souhaitable que les Ministres de l'OMC conviennent à la réunion de Singapour d'entamer les préparatifs de ces négociations en 1997. Un programme des travaux préparatoires est proposé ci-dessous.

Aperçu général: Négociations prévues dans le programme de travail implicite

Services - la prochaine série de négociations

L'Accord général sur le commerce des services (article XIX:1) prévoit "des séries de négociations successives, qui commenceront cinq ans au plus tard après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC et auront lieu périodiquement par la suite, en vue d'élever progressivement le niveau de libéralisation". Conformément à l'AGCS, la prochaine série de négociations concernant la libéralisation du commerce des services devrait donc commencer au plus tard le 1er janvier 2000.

En outre, l'AGCS (article XIX:3) précise que "pour chacune de ces séries de négociations, des lignes directrices et des procédures seront établies. Aux fins d'établissement de ces lignes directrices, le Conseil du commerce des services procédera à une évaluation du commerce des services d'une manière globale et sur une base sectorielle".

Négociations sectorielles et examens

Le programme de travail implicite de l'OMC prévoit des négociations sectorielles sur les services financiers, les télécommunications de base, les services de transport maritime et le mouvement des personnes physiques fournissant des services. La poursuite des négociations est actuellement prévue pour les services financiers, les télécommunications de base et les services de transport maritime. Pour ce qui est des services financiers, des négociations seront nécessaires pour définir les arrangements relatifs à ce secteur lorsque l'accord intérimaire viendra à expiration en décembre 1997. Les négociations sur les télécommunications de base ont été prolongées jusqu'en février 1997. Les négociations sur les services de transport maritime ont été suspendues et doivent reprendre avec le début des négociations globales sur les services conformément à l'article XIX de l'AGCS.

L'Australie propose que les Ministres réunis à Singapour s'engagent à mener à bien les négociations sur les télécommunications de base d'ici à février 1997 et à entamer au début de 1997 les négociations visant à définir les arrangements à appliquer au secteur des services financiers lorsque l'accord intérimaire viendra à expiration en décembre 1997.

La Décision ministérielle sur les services professionnels (paragraphe 1) dispose qu'un "Groupe de travail des services professionnels sera établi pour examiner les disciplines requises pour faire en sorte que les mesures en rapport avec les prescriptions et procédures en matière de qualifications, les normes techniques et les prescriptions en matière de licences dans le domaine des services professionnels ne constituent pas des obstacles non nécessaires au commerce". Elle prévoit également (paragraphe 2) qu'"à titre prioritaire, le Groupe de travail fera des recommandations pour l'élaboration de disciplines

multilatérales dans le secteur de la comptabilité, de manière à donner concrètement effet aux engagements spécifiques". Aucune date n'a été fixée pour l'achèvement du rapport du Groupe de travail.

L'annexe de l'AGCS sur les services de transport aérien charge le Conseil du commerce des services d'examiner périodiquement, et au moins tous les cinq ans, l'évolution de la situation dans le secteur des transports aériens et le fonctionnement de l'annexe en vue d'envisager la possibilité d'appliquer plus largement l'Accord dans ce secteur. Cet examen devrait avoir lieu au plus tard en l'an 2000.

L'annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II prévoit que "le Conseil du commerce des services réexaminera toutes les exemptions accordées pour une période de plus de cinq ans. Le premier de ces réexamens aura lieu cinq ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC", c'est-à-dire au plus tard le 1er janvier 2000.

#### Négociations sur les règles

Le programme de travail implicite de l'OMC prévoit des négociations dans les domaines des mesures de sauvegarde d'urgence, des marchés publics et des subventions.

L'article X de l'AGCS prévoit que "des négociations multilatérales fondées sur le principe de la non-discrimination auront lieu au sujet des mesures de sauvegarde d'urgence. Les résultats de ces négociations entreront en application à une date qui ne sera pas postérieure de plus de trois ans à celle de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC", c'est-à-dire au plus tard le 1er janvier 1998.

L'article XIII dispose que "des négociations multilatérales sur les marchés publics de services relevant [de l']Accord auront lieu dans un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC", c'est-à-dire au plus tard le 1er janvier 1997.

Aux termes de l'article XV, "les Membres reconnaissent que, dans certaines circonstances, les subventions peuvent avoir des effets de distorsion sur le commerce des services. Les Membres engageront des négociations en vue d'élaborer les disciplines multilatérales nécessaires pour éviter ces effets de distorsion. Les négociations porteront aussi sur le bien-fondé de procédures de compensation". Aucun calendrier n'est fixé pour ces négociations.

En outre, l'article VI (Réglementation intérieure), bien que ne mentionnant pas spécifiquement des négociations, prévoit au paragraphe 4 qu'afin "de faire en sorte que les mesures en rapport avec les prescriptions et procédures en matière de qualifications, les normes techniques et les prescriptions en matière de licences ne constituent pas des obstacles non nécessaires au commerce des services, le Conseil du commerce des services élaborera, par l'intermédiaire des organismes appropriés qu'il pourra établir, toutes disciplines nécessaires".

#### Proposition: Programme des travaux préparatoires

##### Préparation des négociations au titre de l'article XIX

Les négociations sur la libéralisation du commerce des services, prévues dans le programme de travail implicite de l'OMC, qui doivent commencer au plus tard le 1er janvier 2000, exigeront un travail de préparation important, en particulier au regard de la mondialisation et de la croissance du commerce international des services.

L'Australie estime que, puisque l'on s'attend que les futures négociations sur les services soient complexes, il faudrait que les Ministres conviennent à la Conférence ministérielle de Singapour d'engager

en 1997 un programme des travaux préparatoires. On n'aurait pas assez de temps pour préparer les nouvelles négociations si la décision d'entamer les préparatifs n'était prise qu'à la réunion ministérielle de 1998.

L'Australie propose que le Conseil du commerce des services entreprenne les travaux préparatoires des futures négociations, en s'appuyant sur les paramètres définis à l'article XIX:3.

- Le Conseil du commerce des services pourrait entamer l'évaluation du commerce des services d'une manière globale et sur une base sectorielle. Cette évaluation pourrait comporter un échange d'informations sur les régimes des Membres pour les services et leur expérience dans le domaine de la libéralisation des services.
- L'Australie estime qu'une évaluation de la libéralisation des services prévue par les arrangements commerciaux régionaux complèterait utilement ces travaux, compte tenu de l'évolution des règles et des possibilités d'accès dans le domaine des services prévues par ces arrangements.
- Les travaux préparatoires devraient également porter sur l'examen des lignes directrices et des procédures prévues à l'article XIX:3.

#### Négociations sectorielles et négociations sur les règles

Pour ce qui est des services professionnels, l'Australie propose que les Ministres conviennent:

- d'achever les travaux sur les services comptables d'ici à la fin de 1997;
- d'entamer un programme de travail concernant les aspects horizontaux des services professionnels, en vue d'achever les travaux pour le début de la nouvelle série de négociations sur la libéralisation des services; et
- d'examiner, selon qu'il sera approprié, des questions spécifiques se rapportant à d'autres services professionnels.

L'Australie propose que les Ministres conviennent de faire le point des négociations sur les règles (subventions, sauvegardes et marchés publics) à la réunion ministérielle de 1998 en vue d'envisager leur achèvement dans le contexte des négociations de l'an 2000.

Pour ce qui est de la réglementation intérieure, l'Australie propose que les Ministres demandent au Conseil du commerce des services d'examiner, selon qu'il sera approprié au titre de l'article VI:4 de l'AGCS, les mesures en rapport avec les prescriptions et procédures en matière de qualifications, les normes techniques et les prescriptions en matière de licences, en vue d'achever les travaux avant les négociations de l'an 2000.

Pour que l'on dispose d'une base saine pour l'établissement des listes d'engagements futurs, l'Australie propose que les Ministres conviennent que le Comité des engagements spécifiques achève ses travaux relatifs à la cohérence de l'établissement des listes d'engagements, et qu'il voie notamment si les règles existantes en la matière sont adéquates, dans le cadre du programme des travaux préparatoires des négociations devant débiter en l'an 2000.

Conclusion: Rapport du Conseil du commerce des services

L'Australie propose que le Rapport du Conseil du commerce des services qui sera présenté aux Ministres à la Conférence ministérielle de Singapour recommande qu'un programme des travaux préparatoires soit mis en oeuvre en 1997 en vue d'engager les négociations sur les services au plus tard en l'an 2000, comme le prévoit l'article XIX de l'AGCS, et que ce programme inclue les éléments ci-dessus.